

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Une bataille décisive

BIENTOT deux millions de chômeurs, des licenciements dans toutes les régions, dans les petites boîtes comme dans les gros bastions, une grande partie de la jeunesse sans travail et sans perspective, des menaces de plus en plus précises contre les travailleurs immigrés : il n'est pas une famille populaire qui ne soit, de près ou de loin, touchée par le chômage. La question de l'emploi, du travail n'est pas seulement posée à ceux qui sont sans travail, à ceux qui sont menacés de perdre leur emploi et à leur famille. C'est le problème numéro 1 de la classe ouvrière qui ressent vivement les attaques redoublées des capitalistes contre elle.

Les batailles contre le chômage sont difficiles. Ces derniers mois, il y a eu peu de victoires sur ce terrain. Il y a de la colère mais tout autant de désarroi. La classe ouvrière n'a été ni préparée, ni mobilisée, pour une riposte de grande ampleur, du tac au tac aux attaques capitalistes. Elle a mené des luttes inégales, dispersées, isolées, sans succès (les dirigeants révisionnistes et réformistes portent une très lourde responsabilité dans cette situation).

Voilà assez de raisons pour concentrer encore plus nos efforts sur la question de l'emploi et engager une bataille généralisée sur cet axe qu'exprime notre mot d'ordre : « Du travail pour tous ».

Il s'agit d'une campagne de dénonciation politique du capitalisme et de ses effets et en même temps d'une bataille concrète là où les travailleurs sont concernés directement ou bien en solidarité avec leurs luttes.

La bataille contre le chômage nécessite absolument, pour être menée à bien, l'unité de la classe ouvrière et notamment l'unité des sans travail et des actifs. Les chômeurs isolés, souvent découragés, ont peu de moyens d'action immédiate. Par contre l'action résolue de ceux qui travaillent, qui ont pris sur l'appareil de production et les profits des patrons, peut faire reculer les attaques capitalistes. Dans cette affaire, c'est toute la classe ouvrière qui est attaquée, c'est l'ensemble des travailleurs, leur riposte doit être unie : chômeurs et actifs, hommes et femmes (les premières touchées), jeunes (50% des chômeurs) et moins jeunes, Français et immigrés (menacés d'expulsion). C'est cet objectif et cette nécessité de l'unité qu'exprime notre mot d'ordre : « Longwy, Denain, Dunkerque, solidarité ». Accompagnant le mot d'ordre général « Du travail pour tous », il met le phare sur la nécessité absolue de la solidarité ouvrière et populaire avec ceux qui viennent d'être touchés très durement. Bien entendu, cela ne signifie nullement que nous ne parlons plus que de Denain ou Longwy ! Là où des entreprises ferment ou licencient il y a bien sûr à agir, populariser, et il n'est pas question d'abandonner cela. Mais il faut le lier à la question d'ensemble pour la classe ouvrière du pays.

Pour cette bataille pour l'emploi, contre le chômage de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, il nous faut mettre tous les moyens en œuvre, mobiliser toutes nos forces, mieux orienter dans ce sens nos activités : dans les syndicats où un travail de solidarité peut se développer (motion de solidarité, informations, proposition d'action, etc.) ; dans la jeunesse, dans les associations de parents d'élèves, avec les travailleurs immigrés, dans les quartiers, etc.

Il faut en tenir informer notre journal pour qu'il joue mieux son rôle au service de la solidarité et de l'unité de tous dans la lutte contre le chômage.

En avant pour cette bataille de grande ampleur !

Du travail pour tous !

Longwy, Denain, Dunkerque, solidarité !

Gilles CARPENTIER

A la veille du voyage de Deng Xiaoping aux USA

La Chine à l'heure de la modernisation

TOUS les feux des mass-médias sont de nouveau braqués sur la Chine : lundi, Deng Xiaoping arrive aux USA. C'est la première visite officielle d'un dirigeant chinois dans ce pays depuis la Libération, elle est bien sûr directement liée à l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays depuis le 1er janvier de cette année. En même temps, à l'occasion de la fête du Printemps, fête traditionnelle qui reprend tout son éclat, des journalistes étrangers ont été invités à venir voir sur place et à rendre compte de ce qui se passe en Chine, des aspirations du peuple, de ses problèmes actuels, et des grandes orientations fixées.

(Voir article page 6)



La récolte de coton a beaucoup augmenté en 1978. Ici dans la province de Kiangsi, augmentation de 50% par rapport à 1977

Vent de fronde dans la police ?

UN vent de fronde souffle dans la police. Il s'est de nouveau levé jeudi à l'occasion de la visite de Giscard à l'École nationale des inspecteurs de police de Cannes-Ecluse en Seine et Marne. Les représentants des policiers qui étaient venus écouter Giscard ont quitté les lieux après son discours, mécontents, selon eux, d'entendre des discours d'une haute tenue philosophique mais ne répondant en rien à leurs revendications. Celles-ci se résument en trois points : plus d'effectifs, plus de moyens, plus de formation. Ces gens-là veulent une police plus apte et mieux armée pour la répression. Giscard évidemment n'est pas contre. Seulement, avec la crise, il n'est pas prêt à lâcher tout l'argent nécessaire à financer les projets des représentants des policiers. Il leur a même fait un tantinet la leçon en leur rappelant qu'« en dix ans les effectifs ont augmenté plus rapidement que l'ensemble de la population. La France a-t-il dit, est parmi les pays comparables, celui où le nombre d'agents de la sécurité est le plus élevé par rapport à la

population ». Il y a en effet, en France, un policier ou gendarme pour 307 habitants contre un pour 360 en Allemagne, un pour 457 en Grande-Bretagne et un pour 450 en Suède. Giscard a également rappelé que 10 000 policiers et gendarmes vont être recrutés d'ici cinq ans, qu'au budget de 1979 est prévue une augmentation de 66% des dépenses d'investissement de la police et qu'un tel effort serait poursuivi dans l'avenir. Il a également rappelé que de nouvelles unités de répression allaient être mises sur pied à Paris et dans d'autres grandes villes. (Il s'agit des unités mobiles de sécurité). Mais il a dit qu'il ne ferait rien de plus.

Giscard a surtout rappelé aux policiers qu'ils devaient gagner l'estime et la confiance de la population, ce que visiblement ils n'ont pas. Sans se laisser aller à la dramatisation coutumière à Peyrefitte en ce qui concerne l'insécurité, il a néanmoins disserté sur le violence inhérente, selon lui, à l'homme et non bien sûr à l'exploitation capitaliste et à la crise économique et idéologique de cette société.

Les contradictions entre le gouvernement et la police sont des contradictions au sein de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Contrairement à ce que dit la direction du PCF, les policiers et gendarmes ne

sont pas des travailleurs mais des hommes armés au service de la bourgeoisie. Les revendications qu'ils expriment sont réactionnaires et contribuent à renforcer et à perfectionner la répression.

Agresseurs vietnamiens hors du Cambodge

MEETING

LE VENDREDI 2 FÉVRIER 1979 A 20 H 30
Salle de la Mutualité - 24, rue Saint-Victor
Paris - 5e
Mo Maubert-Mutualité

Organisé par le Comité des patriotes du Kampuchea, soutenu par diverses organisations françaises et étrangères.

Cambodge

Réfutons quelques mensonges

(Voir page 4)

LE MONDE EN MARCHÉ

Centre Afrique

L'empire secoué

LA semaine dernière, l'Empire centra-africain a été le théâtre d'un soulèvement populaire réprimé violemment par l'armée avec l'aide de troupes zairoises envoyées en renfort par le président Mobutu, à la demande de l'empereur Bokassa 1er. Celui-ci est revenu sur l'obligation du port de l'uniforme pour les lycéens qui fut officiellement à l'origine des émeutes. En fait, ce n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, les causes profondes de la révolte dont les lycéens ont donné le signal demeurent et la situation reste très tendue.

La situation du pays est catastrophique. Arrivé au pouvoir par la force il y a treize ans, Bokassa s'est comporté en seigneur féodal et n'a mis en œuvre aucune politique économique ou financière cohérente. Les principales productions nationales telles que le coton, le café et les diamants sont en régression constante et le pouvoir semble miser beaucoup sur le développement de l'exploitation de l'uranium, mais cela suppose des investissements considérables hors de ses possibilités.

Les prix augmentent sans cesse : en un an, celui du sucre a triplé, celui de la viande a quadruplé. Les retards dans le versement des

traitements des fonctionnaires s'accumulent, même la police n'a pu être payée depuis deux mois. Le fossé s'élargit de plus en plus entre une minorité de privilégiés et la grande masse du peuple.

La colère est d'autant plus grande qu'en décembre 1977, les fêtes du couronnement ont coûté la bagatelle de huit milliards de francs CFA (soit seize milliards de nos anciens francs). Pour faire face aux échéances, une des dernières trouvailles de Bokassa est la création de « brigades d'impôts » : il s'agit de commandos faisant du porte à porte chez les petits commerçants pour les obliger à payer leurs impôts de 1979 et 1980 par avance sur la base d'une estimation de leurs chiffres d'affaires futurs.

Récemment, Bokassa a voulu imposer le port d'un uniforme aux lycéens. Leurs parents devaient acheter ces uniformes à une société où Bokassa possède de gros intérêts. C'est contre ce rattachement que la révolte a éclaté et Bokassa ne s'y est pas trompé, qui a désigné les parents d'élève comme « responsables à part entière ». Il est encore trop tôt pour évaluer les suites de cette révolte des masses centra-africaines contre leurs exploités.

Henri BERTHAULT

L'impérialisme français en Centre Afrique

La France est actuellement, et de loin, l'impérialisme dominant en Centre-Afrique. Dans le domaine de l'industrie, les sociétés à capitaux français sont majoritaires. Dans le domaine du commerce, les impérialistes français concurrencent sérieusement les Portugais, jusque là dominants. Dans le secteur des banques et des assurances, les participations françaises occupent un rôle déterminant.

La France est le premier partenaire commercial de l'empire centra-africain, en lui fournissant plus de la moitié de ses importations et en absorbant les deux cinquièmes de ses exportations.

Dans les années 1976 et 1977, le solde commercial a été légèrement bénéficiaire pour l'ECA, à la faveur de la hausse du cours du café sur le marché international. L'effondrement du cours du café depuis a renversé complètement cette situation et a replongé l'économie centra-africaine dans une situation catastrophique, aggravée encore par la mauvaise gestion du gouvernement. Il est cependant évident que le premier exploitateur du peuple centra-africain et le principal responsable de sa misère est l'impérialisme français.

Vague de grève en Espagne

DEPUIS le début de l'année, d'importantes grèves ont eu lieu en Espagne, les travailleurs luttent pour obtenir des augmentations de salaire supérieures à la limite fixée par le gouvernement : 12 à 14 %.

La crise économique s'est sérieusement aggravée dans le pays en 1978, avec, pour conséquence, un taux de chômage très élevé (plus de 10 % des travailleurs sont sans travail) et une hausse du coût de la vie telle que le pouvoir d'achat a subi une grave atteinte. C'est pour défendre ce pouvoir d'achat que des grèves se sont succédées depuis le début du mois.

Mercredi, ce sont les 50 000 ouvriers métallurgistes de Barcelone et les 180 000 métallurgistes de Madrid qui cessaient le travail ; les premiers pour une journée, les seconds pour 48 heures.

À Madrid, les éboueurs se sont lancés dans une grève illimitée jusqu'à la satisfaction des revendications. Les gaziers de la ville sont également en grève. Enfin, les 14 000 ouvriers de Chrysler en étaient jeudi à leur huitième journée de grève.

D'autres grèves sont prévues pour les jours à venir.



Lors d'une grève au Pérou, l'armée, omniprésente, patrouille dans les rues.

Pérou

Après la grève générale

1978 avait été nommée « l'année de l'austérité », elle a été celle de la mise en place de la politique économique de « réactivation économique » du FMI (Fonds monétaire international) qui devait soi-disant résoudre la crise économique mais qui s'est traduite dans les faits par un taux d'inflation de 77 %, un déficit budgétaire de 350 millions de dollars, une dette extérieure de 10 milliards déjà en armements militaires fournis par l'Union soviétique, enfin la mise en chômage de la moitié de la population économiquement active.

DES GREVES

La première grève a été celle de l'unique secteur sidérurgique du Pérou qui a duré 57 jours.

Puis celle des enseignants de l'ensemble du pays qui, après 80 jours de lutte, sont arrivés à arracher au gouvernement la satisfaction de leurs principales réclamations. Celles-ci se voient à nouveau remises en question actuellement.

Les glorieuses journées du mois de mai ont obligé la dictature à repousser ses élections pour l'Assemblée constituante de 15 jours, la majorité de la population étant en lutte.

La grève des mineurs, pendant trente jours, a été violemment réprimée par les militaires en dépit des promesses trompeuses des « députés-ouvriers » de l'Assemblée constituante corporative.

Enfin, la grève des métallistes, des éboueurs, des employés des secteurs du téléphone, de l'électricité, des banques et celles de villes entières comme Ayacucho, Cuzco, Iquitos, Tumbes, Pucallpa...

Un nouvel élément apparaît également : l'entrée de la paysannerie dans les luttes populaires après des années de reflux et de passi-

tivité, luttes qui se sont faites par des occupations de terres surtout.

LA GREVE DE JANVIER 1978

C'est alors qu'au mois de décembre dernier, la dictature militaire a annoncé une nouvelle hausse des prix de l'essence, des biens de consommation populaire (lait, riz, pain...), ce qui a provoqué une vague d'indignation populaire.

À la suite de cela, la CGTP (Confédération générale des travailleurs du Pérou), contrôlée bureaucratiquement par le Parti révisionniste « Unidad » (pro-social-impérialiste russe) mais fortement poussée par ses organisations de base syndicales les plus combattives, est obligée, à contre-cœur, de lancer un appel à la grève nationale pour les journées des 9, 10, 11 janvier 1979. Suivent alors cet appel toutes les fédérations nationales des travailleurs qui, tout en ayant une position de classe très nette dans leur défense des intérêts des travailleurs, n'appartiennent pas pour différentes raisons à la CGTP.

Malgré ce manque de coordination interne, toute la gauche révolutionnaire appuie la grève nationale (en particulier le Parti communiste du Pérou (« Patria Roja ») ; c'est la première fois qu'est atteinte une aussi large unité du peuple bien qu'elle soit restée très formelle...

La dictature militaire réagit évidemment en mettant en place un dispositif militaire de guerre civile. L'armée agit alors comme en territoire occupé, comme dans un pays étranger, et en sortant toutes ses cartes : chars, rangers, « marines », camions, rien n'a manqué.

Son but était de quadriller toutes les villes importantes du pays, les centres miniers, les bidonvil-

les. Elle a utilisé tous les moyens de presse, journaux, radio, télévision, qu'elle contrôle totalement, afin de créer un climat de terreur, de menace constante. Elle a décrété l'état d'urgence dans tout le pays et donné l'autorisation de tirer à vue contre « tous ceux qui troublent la paix sociale ».

Enfin, grâce à des opérations de ratissage, elle arrête des centaines de dirigeants syndicaux et politiques de gauche...

Mais, le peuple apprend toujours au cours d'un tel mouvement par son expérience des luttes et il ne faut

pas douter que l'année 1979 sera celle de la « grève générale illimitée » du peuple entier rassemblé en front de défense des intérêts populaires (FEDIP) pour imposer notamment une augmentation des salaires, l'arrêt des licenciements, du travail pour tous, des conditions de vie améliorées dans les bidonvilles et des terres pour les paysans.

Extrait d'un communiqué publié par Pérou-information, 1, rue Pelion, 75011 PARIS. Le titre est du CR de l'Humanité rouge.

Algérie

La préparation du Congrès du FLN se termine

LA commission nationale chargée de préparer le quatrième congrès du FLN qui désignera le candidat à la succession du président Boumediène a clôturé ses travaux et a établi les avant-projets politiques qui seront présentés lors du congrès. Celui-ci se tiendra, à partir du 27 janvier, à Alger sous le thème « Application de la charte nationale et fidélité à la voie tracée par le président Boumediène ». On connaît maintenant la répartition des 3 100 délégués qui participeront au congrès et leur mode de nomination. Les nominations ont d'ailleurs déjà pris fin au niveau national et touchent à leur fin au niveau local.

Outre les représentants de l'armée dont le nombre est fixé à 20 % des membres du congrès, deux grandes catégories de délégués seront élues ou désignées :

— Les délégués au titre du parti : il s'agit des membres de l'appareil central et régional du FLN, des membres des conseils nationaux, des organisations de masses, travailleurs, paysans, jeunes, anciens combattants et femmes, des sept unions professionnelles et de l'Amicale des Algériens en Europe et de 750 délégués élus à la base au niveau des communes.

— Les cadres politiques, administratifs et économiques de l'Etat : il s'agit des membres du Conseil de la révolution, du gouvernement, des élus de l'Assemblée nationale populaire, de certains hauts fonctionnaires, des directeurs des plus grosses sociétés nationales, des présidents des assemblées populaires de Wilayas, des assemblées des travailleurs d'entreprises et des membres du conseil islamique. Les élections présidentielles ont été fixées au 7 février.

Les grèves en Grande-Bretagne

La situation reste bloquée

LA Grande-Bretagne a connu jeudi son quatrième jour de grève complète des trains. Et la grève des trains signifie là que pas un seul train ne circule. Ce sont toujours les conducteurs de loco du syndicat Asleef qui maintiennent leur mot d'ordre de deux jours de grève par semaine, le mardi et le jeudi, tant qu'ils n'auront pas obtenu la prime de 10 % qu'ils réclament.

La plupart des banlieusards ont donc, comme mardi dernier, choisi de rester sagement chez eux et de ne pas tenter l'aventure d'essayer de prendre leur voiture : les bouchons de mardi dernier resteront longtemps dans les annales. On n'avait pas vu cela depuis 16 ans. Un animateur de radio, coincé dans les embouteillages, a fait son émission à partir d'une cabine téléphonique... Il faut dire que la neige s'était mise de la partie.

Les bureaux londoniens n'ont pu compter en général qu'entre le tiers et la moitié de leurs effectifs, certains employés ont préféré prendre une chambre dans un hôtel londonien.

Pas le moindre signe de mauvaise humeur, cependant, si ce n'est à l'encontre du gouvernement et de la Compagnie des chemins de fer.

Après la grève générale de lundi du secteur public, plusieurs domaines sont toujours en arrêt : c'est notamment le cas de la voirie. De



Jim Brattie est employé comme chef-jardinier par la ville de Camden. A 46 ans, il a 32 ans d'expérience comme jardinier et a, de plus, étudié dans un collège agricole. Il est marié et a deux filles encore à sa charge.

« En théorie, je suis payé pour 37 heures, mais de fait il faut que j'en fasse deux et demie de plus pour toucher un salaire de 2 172

nombreuses écoles sont en outre fermées. Le syndicat de la fonction publique, la SNUPE, exige, pour la branche un salaire minimum de 60 livres la semaine (2 220 F par mois).

En ce qui concerne la grève des routiers, la situation est toujours bloquée à cause du refus patronal et gouvernemental de compenser la perte financière que représenterait une diminution d'horaire. L'horaire de base des camionneurs britanniques est actuelle-

ment de 60 heures. A propos de cette grève, il faut d'ailleurs faire une mise au point par rapport à ce qu'en dit la presse en France. La situation du ravitaillement n'a rien de la catastrophe d'ampleur nationale qu'on nous présente. A Londres, les supermarchés sont tout à fait approvisionnés en produits frais. Seul le beurre semble faire défaut, sinon on trouve de tout.

Et si, par malheur, des gens venaient à mourir de faim, ce ne serait pas à cause de la grève des Transports comme l'ont dit les journaux parisiens, mais parce que les prix des produits alimentaires ont doublé en quatre ans...

« Je sais que nous avons raison »

Beaucoup de gens ont fait lundi dernier la grève pour la première fois de leur vie. Cette femme de service d'un hôpital de Londres, par exemple.

« J'aime ce métier dans lequel nous pouvons avoir de bons rapports avec les malades, mais on est obligé de faire des heures supplémentaires à n'en plus finir pour obtenir un salaire décent, tellement les salaires sont bas ». Elle ne s'est jamais considérée en quoi que ce soit comme une militante, mais lundi, pour la première fois de sa vie, elle a fait grève. « Je n'aime pas cela, mais je sais que nous avons raison... »



Jean-Paul II au Mexique

Cent jours après son élection, le pape au pied du mur

LE discours de dimanche à Puebla révélera les orientations de fond de Jean Paul II et déterminera l'avenir de l'église en Amérique latine.

Depuis jeudi, Rome n'a plus de pape. Jean Paul II effectue son premier déplacement à l'étranger pour ouvrir dimanche 28 janvier à Puebla (Mexique), où il résidera jusqu'au 31 janvier, la troisième conférence générale de l'épiscopat latino-américain. Avant son arrivée au Mexique, le pape a fait à Saint-Domingue une escale d'une journée. Après l'inauguration de la conférence épiscopale et l'important discours qu'il doit prononcer, Jean-Paul II effectuera une tournée qui le conduira dans plusieurs grandes villes des provinces mexicaines (notamment à Monterrey et à Guadalajara). Nul ne doute de l'importance de ce voyage, trois mois après son accession au « trône de Saint-Pierre ». Jean-Paul II va y donner des indications décisives sur la ligne politique qui sera celle de son pontificat. On le sait ferme face au pouvoir d'Etat des pays de l'Est, sur la défense des libertés démocratiques et d'abord religieuses. Mais on le sait aussi intransigeant sur la

doctrine et défenseur d'une morale dénuée et profondément réactionnaire. L'idéalisme de l'Eglise conduit à de beaux discours sur la détente et la paix, discours plutôt dangereux dans le contexte actuel : Andréi Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, ne vient-il pas d'être reçu par le pape et fort amicalement la veille de son départ ? Beaux discours également sur la justice sociale mais rarement suivis d'actes concrets.

Lors de la précédente conférence épiscopale latino-américaine, à Medellín, Paul VI n'avait pas eu honte de prêcher la résignation aux paysans misérables de Colombie : « Ne mettez pas votre espérance dans la révolution (...) permettez-nous de vous annoncer la béatitude de la pauvreté évangélique » !

Malgré cela, la conférence avait pris des positions relativement courageuses et dénoncé la violence économique et politique quotidienne subie par les masses latino-américaines. L'assemblée réunie à Puebla semble de couleur plus modérée. C'est largement du discours du pape que dépendra l'orientation qui l'emportera. L'avenir de l'Eglise latine s'y joue. Près d'un catholique sur deux vit dans ce continent de pauvreté et de dictature. 300 millions sur les 700 millions de baptisés que compte la planète. Le fossé n'a cessé de s'élargir entre l'Eglise institu-

tionnelle et d'autre part, la majorité de la hiérarchie et des milliers de militants, prêtres, religieux et laïcs, qui s'attaquent aux structures économiques, sociales et politiques oppressives. Au péril de leur vie, ces dix dernières années, 1 000 prêtres figurent sur la liste interminable des assassinats, exécutions sommaires et morts sous la torture.

Seuls, quelques évêques se tiennent clairement aux côtés des travailleurs opprimés : Don Helder Camara, archevêque de Recife, Léonidas Proana, évêque équatorien ou le cardinal Paulo Evaristo Arns, archevêque de Sao Paulo (Brésil) qui déclare sans ambages : « Le régime a choisi le capitalisme, c'est un suicide. » Jean-Paul II engagera-t-il les catholiques latino-américains à se lancer résolument dans le combat pour la libération des exploités ?

La teneur du document préparatoire très conservatrice et le choix des participants non élus à la conférence donnant la préférence à des théologiens traditionnels et à des laïcs peu représentatifs de la base (n'y voit-on pas pour le Guatemala, le patron américain d'une firme de produits de beauté.)

Tout cela ne laisse guère espérer grand chose : l'église risque fort de confirmer son attachement à tout ce que l'impérialisme a produit de pire. Attendons cependant dimanche pour savoir si « l'esprit saint », en l'occurrence la terrible pression du tiers monde et de ceux qui cherchent à faire entendre leur voix, saura inspirer l'ancien archevêque de Cracovie ?

J.P. PENNEC

Le cynisme patronal

Avec un chômage officiellement avoué de 1,3 million de personnes, les patrons britanniques se permettent même maintenant le plus franc cynisme dans leurs offres d'emploi. Témoin cette offre d'emploi parue cette semaine dans la grande presse : « On recherche aide-magasinier, travail pénible, horaires longs, sens de l'humour indispensable. 1 800 F par mois. Téléphone... ».

Quelques exemples de salaires

- Une dactylo qualifiée : 2 265 F
- Une secrétaire qualifiée : 2 830 F
- Un employé de bureau : 1 983 F
- Un ouvrier qualifié : 2 578 F
- Un chauffeur d'ambulance : 1 450 F
- Une femme de service : 1 420 F

Tout cela pour 40 heures par mois. Aucun salaire minimum n'étant garanti en Grande Bretagne, on trouve, surtout dans le secteur public, des salaires remarquablement bas. Les chauffeurs d'ambulance, par exemple, qui sont actuellement en grève pour 14 % d'augmentation de salaire, sont parmi les plus bas salaires avec 1 450 F en moyenne.

Quelques prix relevés au hasard

6 œufs	3,40 F
Boîte de confiture (220 g)	2,15 F
Steak ordinaire, le kilo	43,00 F
Côtes de porc	22,00 F
Pommes de terre, le kilo	1,50 F
Laitue	1,90 F
Paquet de cigarettes courantes	4,30 F
Lessive (5,5 kilo)	27,00 F
Ticket de métro (5 stations)	5,00 F

Malgré des différences sur certains produits, le métro et le tabac sont excessivement chers, par contre certains produits manufacturés, comme les vêtements, sont un peu moins chers. On peut dire que les prix sont assez comparables en Grande-Bretagne et en France.

Le Mexique

Superficie : Quatre fois la France.
 Population : En 1910, 13 millions 600 000 habitants.
 En 1978 : 63 millions d'habitants.
 Chômage : Sur 40 millions de travailleurs, 22 millions n'ont pas de travail.
 Eglise et Etat : une situation singulière dès 1917. La Révolution démocratique adopta une constitution anticléricale et athée. Bien que 96 % des Mexicains soient catholiques et qu'il n'y ait qu'un prêtre pour 5 900 habitants, l'Eglise n'a aucune existence juridique, ne peut être propriétaire d'aucun bien et les prêtres n'ont ni le droit de vote ni le droit de se promener en soutane. Une exception sera faite pour Jean-Paul II dont la sécurité sera par ailleurs assurée par 11 000 policiers et des milliers de religieux transformés pour l'occasion en gorilles bénévoles...



INTERNATIONAL

Cambodge

Réfutons quelques mensonges

Par Annie BRUNEL

Souvent encore des amis qui condamnent l'agression soviéto-vietnamienne contre le Cambodge hésitent à le faire clairement tant la haineuse campagne de calomnies déversées contre ce pays les a troublés. Nous avons déjà abordé (voir quotidien No 956 et bimensuel No 42) la question de la répression et des droits de l'homme au Cambodge. Nous citons aujourd'hui quelques faits qui permettent de réfuter l'accusation de « génocide » (si complaisamment et avec tant de légèreté, répercutée par la presse) et de susciter un es-
pri: critique par rapport à ces accusations dont les « preuves » se révèlent pour le moins discutables quand elles ne sont pas totalement inexistantes!

Tout est parti du livre du révérend père Fr. Ponchaud « *Cambodge, année zéro* » qui répand la thèse du massacre et avance le premier le chiffre de « deux millions de victimes ».

Mais, ainsi que l'avait souligné M. Caldwell, l'universitaire anglais, ami de la Révolution cambodgienne et récemment assassiné à Phnom Penh par un commando contre-révolutionnaire, sur 94 « témoignages » de réfugiés khmers invoqués par F. Ponchaud, cinq seulement reconnaissent avoir été témoins d'exécutions directes. Et il faut ajouter que les sources de ces témoignages sont loin d'être toutes inattaquables! Dans son livre « *Survive le peuple cambodgien* », Jean Lacouture ne se donne même pas la peine d'argumenter sa thèse du génocide, se contentant d'affirmer que « d'innombrables témoignages » — non cités! — sont là pour la vérifier.

Il est quand même intéressant de rappeler que Patrice de Beer, journaliste du *Monde*, se trouvait à Phnom Penh lors de la libération de la ville et qu'il a témoigné de l'absence de « massacres » à cette occasion. Témoignage confirmé par le livre de Jérôme et Jocelyne Steinbach, deux coopérants français, membres du PCF, qui se trouvaient sur place et ont raconté de manière précise et vivante, les événements de la libération de Phnom Penh dans leur livre « *Phnom Penh Libérée* ».

Le même Patrice de Beer, enquêtant sept mois après la libération de Phnom Penh dans des camps de réfugiés khmers en Thaïlande, souligne (le *Monde* du 8 novembre 1975) que pratiquement aucun des nombreux réfugiés interrogés ne reconnaît avoir été témoin d'exécutions.

Encore des faits qui appellent à exiger un peu de sérieux de la part de ceux qui prétendent nous informer:

— Il y a quelques mois *Paris-Match* reproduisait deux « photos exclusives » censées représenter des massacres et exactions. Très

floues, à peine lisibles, elles avaient déjà été publiées, plusieurs mois avant, par le *Bangkok Post*, quotidien thaïlandais, peu soupçonnable de sympathies pro-communistes qui avait clairement démontré qu'il s'agissait de photos truquées.

Dans le même temps, un grand journal belge publiait à sa une une manchette fracassante: une photo d'un char trainant deux cadavres manifestement tués en ayant été traînés sur la route, avec un titre énorme sur les « massacres des Khmers rouges ». Discret démenti quelques jours plus tard: cette fois-ci la photo n'avait pas été truquée mais elle avait déjà été publiée pendant la guerre anti-américaine. Les deux cadavres étaient ceux de patriotes cambodgiens et c'étaient des soldats de Lon Nol qui étaient dans le char! Mais on a beau démentir après coup, le mal est fait!

Enfin, l'hebdomadaire *Afrique-Asie* publiait, dans son dernier numéro du mois d'octobre, un article reproduisant les noms de douze personnalités du gouvernement présidé par Sihanouk pendant la guerre — le GRUNK — que des « témoins directs » auraient vu

« exécuté à la hache ou même, plus simplement, en écrasant les têtes des victimes avec des hoes, des bêches ou des gourdins. »

Sur ces douze noms, l'auteur de l'article avait parfaitement les moyens de savoir que quatre d'entre eux au moins étaient non seulement vivants mais avaient des postes officiels dans la nouvelle administration. Le cas le plus évident étant celui de M. Chan You-ran qui fait partie de la délégation du Kampuchea démocratique à l'ONU depuis 1976 et se trouvait justement à New York au moment où *Afrique-Asie* publiait cet article. Faut-il ajouter qu'un communiqué de démenti envoyé à toute la presse, avec photo à l'appui, n'a été répercuté par aucun journal?

Voilà qui en dit long sur le sérieux de l'information qui prétend accréditer la thèse du génocide! Voilà qui prouve que, quelles que soient les réserves ou interrogations qui peuvent exister de leur part sur les trois années qui viennent de s'écouler au Cambodge, la place de tous les amis de ce pays est aux côtés des patriotes cambodgiens, contre les agresseurs vietnamiens et leurs maîtres soviétiques.

INTERNATIONAL

La municipalité de gauche de Florence organise un colloque sur la répression dans les pays de l'Est et en URSS

LA municipalité de la ville de Florence en Italie, dont le maire est membre du PCI et qui est composée surtout de membres de ce Parti et de socialistes, a tenu du 19 au 21 janvier un colloque sur la question des dissidents et du manque de démocratie dans les pays de l'Est. Des opposants aux régimes hongrois, tchécoslovaque, polonais et soviétique y ont participé ainsi que plusieurs conférenciers de divers pays.

Que ce colloque soit organisé à l'initiative d'une municipalité de gauche est significatif des distances prises par le PCI à l'égard de Moscou sur le plan de la politique intérieure suivie par les pays de l'Est.

Différentes motions ont été présentées réclamant la libération du Tchéque, Jaroslav Sabata, porte-parole de la charte 77, de l'Allemand de l'Est, Rudolf Bahro, la libération de tous les prisonniers politiques, etc.

Mais le colloque ne s'est pas contenté de discuter de la répression à l'intérieur des pays de l'Est. Des exposés ont aussi porté sur la politique extérieure impérialiste de l'URSS. Certaines motions ont réclamé l'évacuation des troupes d'occupation de Tchécoslovaquie, du Cambodge et d'autres pays.

En participant à un colloque dont certaines interventions ont condamné aussi la politique étrangère de l'URSS, le PCI prend nettement plus ses distances que le PCF vis-à-vis de Moscou. (On connaît trop bien la position de soutien total à Hanoi développée dans *l'Humanité*). Il va aussi plus loin dans la condamnation de la répression à l'intérieur des pays de l'Est. On se souvient en effet que les dirigeants du PCF n'avaient pas voulu recevoir le fils de Sabata qu'ils avaient même taxé de « provocateur ».



Quelques luttes en cours



Les travailleurs de la SNAV (Renault), en lutte contre les licenciements, occupent ici une ligne de chemin de fer.

NOMBREUSES sont les luttes dirigées principalement contre les licenciements dans toutes les régions. En faire une liste complète relève de la gageure, cependant énumérer les principales permet de se faire une idée du mouvement engagé par la classe ouvrière en France contre la politique des capitalistes.

Sonorol à la Courneuve.

La direction de cette filiale d'ITT, trust américain de la téléphonie et de l'électronique a annoncé lundi dernier 445 licenciements sur un effectif de 519 personnes. Pour empêcher la mise en application de cette mesure, le personnel en majorité féminin est en grève reconductible. Dans cette entreprise les ouvrières gagnent moins de 2 000 F par mois. Le patron, lui, trouve que c'est

trop. Jeudi il a foncé en voiture sur des ouvrières. L'une d'elles a dû être hospitalisée.

Brissonneau et Lotz-Marine (Nantes). Là aussi, la direction a décidé de licencier. 224 ouvriers sont concernés. Grâce à la lutte, les travailleurs ont pu imposer le non-licenciement de 22 ouvriers.

Renault-Saint-Ouen :

95% des ouvriers sont en grève contre le licenciement de l'un d'entre eux. Cet ouvrier est fréquemment malade. La direction a entrepris la lutte contre l'absentéisme. Elle organise des contrôles médicaux chez les travailleurs malades et pousse certains qui suivent des traitements à démissionner. Les ouvriers en grève exigent la réintégration de leur camarade licencié et le droit à la maladie et au travail.

Fulmen Clichy : la presque totalité des ouvriers

sont en grève à l'appel de la CGT, depuis le 16 janvier. Ils veulent une augmentation de salaire de 5%, le 13e mois, l'amélioration des conditions de travail. La direction propose, elle, une augmentation de 1,2%, une misère que refusent les grévistes qui sont décidés à aller jusqu'à la victoire.

AREACEM, Tourouvre (Orne). Un plan de licenciement prévoit de mettre au chômage 70 personnes dans l'immédiat et 50 dans quelques mois. Ceci afin de réduire de dix centimes les coûts de production des disques fabriqués dans cette entreprise. Les travailleurs se sont organisés pour la riposte.

Lou (Corseterie), Grenoble, depuis le 15 janvier, les ouvrières occupent leur usine, à la suite de l'annonce du dépôt de bilan et de 355 licenciements.

Rennes

Sapeurs-pompiers, d'autres actions

LE mouvement se poursuit chez les sapeurs-pompiers bretons. A Brest et à Lorient, la grève administrative continue, pour exiger la réunion de la commission paritaire nationale, habilitée à négocier l'amélioration de leurs conditions de travail. Dans ces deux villes, mercredi matin, les pompiers ont empêché le décollage des avions d'*Air-Inter* en partance pour Paris.

A Rennes, le 20 janvier au soir, 60 pompiers envahissent, banderoles en tête la salle où siège le conseil de district de l'agglomération. Philippeau, le président, refuse d'abord impérieusement de leur don-

ner la parole. C'est lui déjà qui les avait menacés d'appliquer la loi Ligtot, de ne plus les payer s'ils n'effectuaient pas l'intégrité de leur service. Les pompiers ne sont pas décidés à se laisser jeter dehors sur un coup de gueule de sa part. Pendant que Philippeau ouvre la séance, comme si de rien n'était, le bruit des bottes en cadence l'empêche de poursuivre. Pas beaucoup d'oreille pour les revendications, ce cher président pourtant de gauche! Ses collègues se sentent obligés de s'interposer et demandent une interruption de séance, pendant laquelle on s'explique. Le lendemain négociations: les représentants du district lâchent sur

les journées de récupération, attribuent une heure de délégation quotidienne aux délégués syndicaux, donnant des assurances sur l'embauche de nouveaux effectifs. Face au patron, face aux municipalités de droite et de gauche, seule la lutte paye.

Signalons d'autre part qu'une loi est en projet qui permettrait de renforcer le corps des sapeurs pompiers professionnels en y adjoignant des appelés du contingent. Les pompiers ne sont pas d'accord: quand les effectifs ne sont pas suffisants, il faut embaucher. Les demandeurs d'emploi ne manquent pas!

PROCES

CES-Pailleron: jugement en appel

Les principaux responsables au dessus de tout soupçon

DEUX des principaux responsables de l'incendie du CES Pailleron qui avait fait vingt morts dont seize enfants, ont été rejugés devant la cour d'appel de Paris. Il s'agit de l'architecte Michael Keyte et du chef du bureau d'étude, Hubert Lefèvre, tous deux responsables de la construction.

Condamnés à quinze et dix-huit mois de prison par le tribunal correctionnel, ils avaient fait appel. La cour d'appel a réduit leur peine à respectivement un an et dix mois de prison.

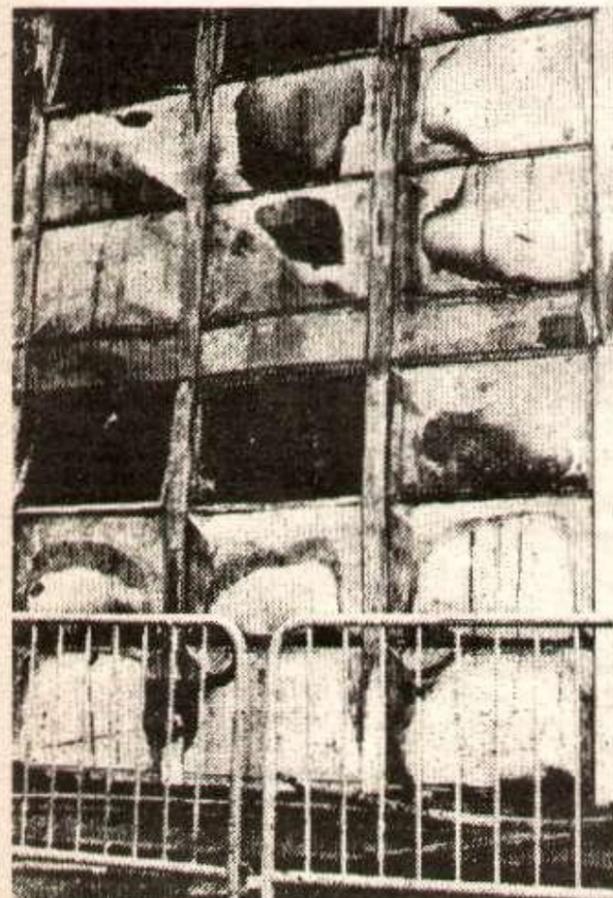
Ces condamnations tombent sous le coup de l'amnistie. De ce fait, ces deux personnages responsables en grande partie de la mort de vingt personnes sont donc totalement blanchis. Leur casier judiciaire restera vierge. La cour d'appel ne pouvait certes pas ignorer, dans ses attendus, la part écrasante qu'ils ont pris dans le choix du type de construction. A l'architecte, il est reproché de n'avoir pas refusé son concours à la construction du CES, au second, de graves négligences. Mais ces attendus sont là pour sauver les apparences, particulièrement aux yeux des familles.

Rappelons que les deux personnages jugés en appel

jeudi n'étaient pas les seuls hauts responsables de l'incendie. Avant eux, d'autres avaient bénéficié de ce qu'il faut bien appeler un jugement de complaisance. Il s'agit du directeur des constructions scolaires au ministère de l'Education nationale, Jean Raynaud, du chef des services techniques de construction, Jean Bouzoud et de son adjoint, Claude Duffaud. Tout ce beau monde avait été condamné respectivement à un an, huit et quatre mois de prison avec sursis. Ces peines furent automatiquement amnistiées, c'est-à-dire qu'elles sont considérées comme n'ayant jamais été prononcées.

Les familles des victimes de l'incendie ont protesté contre ce verdict qui blanchit les responsables principaux de la mort de leurs enfants, de leur mari, femme, frère ou sœur. Elles ont déclaré: « On a voulu gommer toutes les conséquences pénales pour les constructeurs et les hauts fonctionnaires. Les familles des victimes ont l'impression de n'avoir assisté qu'à une parodie de justice, qui a trahi immédiatement le reste de confiance qu'elles pouvaient avoir en cette institution. »

H.M.



Des tas de lycées du type CES-Pailleron existent encore en France. Déjà, d'autres ont brûlé en ne faisant heureusement pas de nouvelles victimes. Ci-dessus: Le lycée modèle « Pailleron » situé à la Celle-Saint-Cloud.



Pour une lutte de masse efficace contre l'offensive patronale Pour du travail pour tous

Travailler à l'unité la plus large

Lettre d'un lecteur et réponse



La manifestation du 12 janvier à Metz: les travailleurs veulent se battre, cela est certain! Leur participation massive à une telle manifestation en est un signe. Les blocages de voies ferrées de routes, ou les occupations massives telles celles des services centraux d'Usinor à Trith (dans le Nord) en sont d'autres. Ce vendredi, les sidérurgistes de Denain occupent la perception et manifestent en ville.

Camarades, J'ai lu l'article sur la manifestation à Metz et je voudrais apporter des remarques.

Dans cet article, il apparaît que la CFDT est le syndicat de classe des travailleurs, en tout cas pour la sidérurgie et la CGT, le « syndicat droitier

A cela deux remarques.

1. D'abord, je ne suis pas convaincu (c'est pourtant l'impression de l'article) que tous les militants de la CGT et même peut-être de certaines sections aient eu des positions qui « ont tout fait pour isoler les gens combattifs, jusques et y compris dans leurs propres rangs ». Du moins l'article ne le fait pas ressortir et dresse en deux courants syndicaux, en ligne politique donc, l'attitude de la CGT et de la CFDT. Or, cela est peut-être vrai dans deux boîtes ou trois (encore faut-il distinguer les sections des UD) pour la CFDT en Lorraine, mais ne l'est-elle pas pour certains militants de la CGT ou section de base qui ne demandent pas mieux que de se battre. D'ailleurs, le fond du texte mettant en avant la CFDT alors que partout ailleurs elle est absente des luttes est en contradiction avec la fin qui dit: « On retrouvera ces deux courants, mais surtout des militants CFDT et CGT qui veulent se battre... etc. »

2. C'est sur l'enseignement dégagé « désormais, dans toutes les actions qui auront lieu, on retrouvera ces deux courants ». Mis à part, comme je l'ai dit plus haut, qu'on mentionne en deux lignes l'unité des militants CFDT et CGT dans ces actions, c'est la CFDT qui apparaît comme le courant révolutionnaire des syndicats. Cela est faux et du reste ne correspond pas à la ligne du PCML jusqu'à présent. En effet les marxistes-léninistes, et cela s'est vu dans la presse, sont offensifs auprès des militants de la CGT et du PCP car ce sont eux les plus conscients, que seul le socialisme changera la société. Avec en plus que la ligne de la CFDT, politique de concertation comme FO, devient de plus en plus droitier, il me paraît faux de prendre le cas de Metz pour affirmer (du moins c'est ce qui est compris à la lecture) que la CFDT a une position de lutte de classe et de masse (même si elle ne cesse de le rabâcher).

Au contraire de cela, il faudrait montrer les contradictions qu'ont les camarades de la CFDT en Lorraine

avec la politique de concertation de Maire qui subordonne les luttes à la négociation, de même qu'il serait intéressant de savoir la lutte qu'ont menée les militants de la CGT face à l'UD.

Mais surtout faire apparaître clairement qu'il n'y a pas de syndicat révolutionnaire en France. Et qui plus est le devoir des marxistes-léninistes est de rassembler tout le courant révolutionnaire qui existe à la base des syndicats, de certaines UL même, surtout avec les militants de la CGT mais aussi avec ceux de la CFDT, pour créer un mouvement de masse, pour agir tous ensemble et en même temps.

Voilà le sens de ma lettre. Je sais que l'auteur n'a sûrement pas été au bout de son analyse et que c'est sans doute l'enthousiasme local qui a fait apparaître plus nettement la CFDT mais n'oublions pas que notre journal est l'organe central du PCML et qu'il ne peut commettre d'erreurs (même involontaires) dans notre travail en direction de la classe ouvrière. Correspondant HR.

LES réflexions de notre lecteur appellent une importante précision: la manifestation de Metz décrite par notre reporter dans l'article en question (Humanité rouge No 1 009 du 16 janvier) reflète une situation locale, régionale qui ne peut en aucune façon être généralisée, à l'échelle de tout le pays, à l'échelle des confédérations syndicales. Lorsque l'article conclut sur « les deux courants » qu'on « retrouvera dans toutes les actions qui auront lieu » (les deux courants étant ceux tels qu'ils sont apparus à travers la manifestation), il s'agit de la Lorraine, et il s'agit des actions concernant les licenciements qui frappent la région.

Si l'article pouvait laisser planer quelque ambiguïté, à cet égard, il est juste de la critiquer.

Cela dit, il est vrai (et cette manifestation n'a fait que le confirmer) qu'en Lorraine, c'est en effet en particulier dans la CFDT que les aspirations à des luttes efficaces des sidérurgistes lorrains trouvent le plus d'échos.

Le triste épisode des licenciements à Usinor-Thionville en 1977 en a témoigné et d'autres actions depuis (pour Usinor-Thionville, notre lecteur pourra utilement lire la brochure réalisée à l'époque par nos camarades de

la région « Pourquoi les patrons ont-ils gagné? »).

Et c'est du côté des dirigeants (1) de la CGT que ces aspirations trouvent le plus d'obstacles.

Est-ce à dire qu'il n'y aurait pas à la CGT de militants combattifs, animés par la volonté de s'opposer efficacement aux attaques patronales, hostiles aux orientations capitulaires, de collaboration de classe, partisans d'une ligne de lutte de classe et que, par contre, tous les militants de la CFDT seraient ainsi? Bien sûr que non! De ce point de vue, la contradiction qui oppose la ligne de lutte de classe aux orientations de capitulation et de collaboration existe bien dans les deux syndicats (2).

Nous savons que, parce que dépendants des dirigeants des partis de gauche et de leur programme de conquête du gouvernement (et non de renversement du capitalisme), ces syndicats n'ont pas pour orientation générale une ligne de lutte de classe.

En Lorraine, comme ailleurs, dans la lutte contre les licenciements, dans la lutte exigeant du travail pour tous, toute notre activité consiste à travailler à l'unité la plus large pour des actions et une riposte efficace contre l'offensive patronale. Cela signifie que nous mettons en avant tout ce qui va dans ce sens sous la forme concrète que cela peut prendre suivant les cas.

Cela n'est nullement contradictoire avec l'attention particulière que nous portons aux militants du PCF et de la CGT dans la mesure où, justement, l'orientation de leurs dirigeants entre particulièrement en opposition avec leurs aspirations.

A ce sujet, signalons que la manifestation de plusieurs milliers de personnes dont de nombreux sidérurgistes vers la préfecture de Metz (et qui, pour y parvenir, durent d'ailleurs repousser le service d'ordre CGT), fut approuvée par bien des militants de la CGT, lorsqu'ils apprirent, plus tard, ce qui s'était passé.

Gilles CARPENTIER

(1) Il est bien précisé dans l'article que ce sont les dirigeants de la CGT qui ont tout fait pour isoler les gens combattifs, jusque dans les rangs de la CGT.

(2) Il s'était bien trouvé des représentants de la CFDT aussi pour approuver un parcours initial évitant soigneusement la préfecture et autres lieux de ce genre.

L'émission «L'enjeu» à TF1

«Le retard de la Chine n'est pas une tare qu'on cache, mais un défi qu'on relève»

JEUDI soir, l'émission «L'enjeu» sur TF1 a permis aux téléspectateurs français de mieux percevoir la réalité d'un peuple de 900 millions d'habitants et les perspectives qui l'attendent.

Filmé dans le Sichuan (Setchouan), province encore fermée aux étrangers il n'y a pas si longtemps, le reportage a permis de mieux saisir la signification de cette phrase que les Chinois ont, eux-mêmes, toujours à la bouche : « La Chine est un pays pauvre et en retard sur les pays industriels ». Si l'on ajoute que la province du Sichuan a souffert plus que d'autres des erreurs commises pendant la Révolution culturelle et des méfaits de la Bande des quatre (la production était complètement stoppée dans la plupart des usines, les paysans n'arrivaient plus à obtenir le moindre tracteur en état de marche), alors on comprend mieux les images de pauvreté qu'on a pu voir : paysans pauvrement vêtus, charrettes encore tirées par l'homme, utilisation des excréments humains comme engrais principal, très peu de machines agricoles, très peu d'engrais, très peu de trac-

teurs, une très grande part du travail et des transports encore accomplis à la main, ce qui, bien sûr, prend dix fois plus de temps.

Après ces images, on comprend mieux que quelques paysans pauvres, particulièrement touchés par le ralentissement de la production agricole, aient abandonné leur province pour trouver ailleurs de quoi travailler et donc de quoi vivre mieux. On comprend mieux aussi cette manifestation de quelques centaines de paysans pauvres à Beijing, réclamant qu'on s'occupe de leur sort. Mais face à de telles situations, parfois difficiles, quelle est l'attitude des dirigeants chinois ?

SORTIR DE LA PAUVRETE

Comme l'a indiqué le commentateur de l'émission : « Le retard de la Chine n'est pas une tare qu'on



Des dazibaos fleurissent sur les murs de Chine : la démocratie va de pair avec la modernisation du pays.

cache mais un défi qu'on relève. »

Comment faire de la Chine un pays riche et relever le niveau de vie du peuple si ce n'est en relançant la production, en la modernisant pour aller plus vite, en mécanisant les travaux agricoles, en motorisant les transports des produits ruraux ? La nécessité de moderniser l'agriculture est particulièrement évidente : comment augmenter la production de céréales si on continue à travailler principalement à la main ?

A qui profite le développement ?

Mais, se demandait alors le commentateur de l'émission : « Les paysans ne vont-ils pas être exclus de la croissance économique à venir ? » Question tout à fait légitime que peuvent aussi se poser les millions de travailleurs dans notre pays qui savent trop bien que le développement économique des pays capitalistes a plus rempli les poches des patrons que celles des travailleurs. Alors, comment ça va se passer en Chine ?

DES MESURES SONT DEJA PRISES

On peut déjà rappeler un certain nombre de mesures prises pour élever le niveau

de vie des ouvriers : la moitié des salaires a été augmentée de 20%, l'année dernière. Pour ce qui est des paysans, la troisième session du Parti communiste chinois qui s'est réunie fin décembre a pris toute une série de mesures politiques et économiques pour développer la production agricole, protéger les intérêts matériels des paysans et garantir effectivement leurs droits démocratiques. En particulier, le prix auquel l'Etat achète les céréales sera augmenté de 20%, et de 50% pour les achats au-dessus des normes.

En même temps, les prix des machines, des engrais, des insecticides, etc, destinés à l'agriculture seront diminués et les bénéfices tirés de cette baisse seront répartis entre les paysans. Les parcelles individuelles seront garanties. Sur le plan politique, les paysans ont le droit d'élire et de révoquer les cadres dirigeants, aucun ordre ne doit être exécuté sous la contrainte.

Il ne s'agit pas de dire que tous les problèmes qui peuvent surgir de la modernisation sont résolus mais au moins peut-on constater qu'un certain nombre de mesures sont prises pour que le peuple en profite. Claude LIRIA.

Caisse d'Epargne

Diminution de l'intérêt des livrets

L'INTERET des livrets A des caisses d'épargne va être diminué et passer de 6,5% à 6%. Cette décision interviendrait après les élections cantonales. Cette baisse se ferait au nom de la libération des prix. Curieusement quand il s'agit des prix des marchandises que les travailleurs achètent, la libération a pour effet de les faire augmenter. Par contre, quand il s'agit des intérêts de leur argent, cette même libération a l'effet inverse. Quoi qu'il en soit, la baisse de l'intérêt des livrets A accentue le vol que constitue actuellement un tel système. En effet, l'argent prêté à l'Etat par les petits épargnants se dévalue annuellement de près de 12%. Pour maintenir simplement la valeur des sommes épargnées, l'intérêt devrait être égal à cette dévaluation. Or, il n'en représente que la moitié. Par la dévaluation et à faible intérêt, l'Etat vole les épargnants. En diminuant l'intérêt, il augmente ce vol. Principalement ce sont des travailleurs qui déposent le peu d'argent qu'ils ont d'avance à la caisse d'épargne et qui donc feront les frais de cette mesure.

Télévision

A la télévision ce week-end

SAMEDI 27 JANVIER SUR A2 A 15 H
Les jeux du stade : Gymnastes chinois en France.

Une très belle démonstration de gymnastique, par l'équipe chinoise avec le jeune Yang Yue Shan, 13 ans et demi, espoir mondial de la gymnastique. Les Chinois qui viennent à peine d'être admis dans la fédération française de gymnastique possèdent déjà une grande maîtrise dans les exercices réputés les plus difficiles. Ils se classent d'ores et déjà parmi les meilleurs, dans les cinq premiers mondiaux. La grande échéance sera les championnats du monde de Dallas en décembre 1979.

SAMEDI 27 JANVIER SUR A2 A 21 H
Les insulaires.

Les insulaires forment toute une famille vivant dans un appartement situé dans un îlot de maisons. Cet îlot de maisons, au sein d'un vieux quartier de Paris, vient d'être déclaré insalubre pour favoriser une opération de rénovation immobilière. Le film montre les démêlés des habitants de l'immeuble avec le propriétaire. Dufilho interprète le rôle principal dans un film qui allie l'humour à l'observation. C'est rare de voir en France des films comiques sur des thèmes sociaux.

DIMANCHE 28 JANVIER SUR A2 A 20 h 35
L'Appel de la forêt.

Ce téléfilm est tiré du célèbre roman du grand écrivain réaliste américain Jack London (six millions d'exemplaires vendus depuis 1903). Jack London a lui-même participé à la ruée vers l'or décrite dans *L'Appel de la forêt*. En même temps que la cupidité et la dureté des chercheurs d'or, London a montré aussi leur courage et leur abnégation. C'est une profession de foi dans l'avenir.

DIMANCHE 28 JANVIER SUR FR3 A 10 H 30.

Mosaïque : Exil et solitude.

C'est un des reportages de cette émission sur les travailleurs immigrés, sur la solitude des travailleurs immigrés en France. Au moment où le gouvernement développe une campagne pour faire porter la responsabilité du chômage sur les travailleurs immigrés, ce reportage permet de mieux connaître la vie de ces ouvriers contraints de quitter leur pays, leurs villages, leur famille pour trouver du travail.

La partie variété, comme chaque dimanche, est très riche. Au programme, un groupe marocain, un chanteur malien, une chanteuse portugaise, un musicien turc et une chanteuse accordéoniste yougoslave.

LUNDI 29 JANVIER SUR A2 A 16 H 25
Science publique : l'infini.

Au cours de cette émission se réunissent cinq travailleurs, non scientifiques, pour débattre et éclaircir une question scientifique. C'est autour de la notion d'infini que portent les débats. Avec eux, se trouve un astrophysicien qui réalise un petit film pour expliquer et préciser le problème par rapport aux questions posées. C'est toujours très complet et très intéressant, malheureusement, cette émission n'est pas diffusée à une heure de grande écoute pour les travailleurs.

MARDI 30 JANVIER SUR TF1 A 20 H 35
L'Odysée du commandant Cousteau.

Ultimatum sous la mer : un cargo yougoslave risque de couler avec une cargaison de plomb de tétraméthyle, soit 900 tonnes d'un poison très dangereux qui mettrait en danger toute la faune et la flore sous-marines. Cette catastrophe a eu lieu en 1974. Dans le film on voit la lutte d'un juge italien contre son gouvernement afin que ce dernier prenne en main le sauvetage de la cargaison.

MARDI 30 JANVIER SUR A2 A 20 h 40
Dossiers de l'écran : Peyreffitte, ministre de la justice.

Peyreffitte a rassemblé 41 Français modèles pour un face-à-face. L'émission est ouverte par un film de trente minutes sur le peine de mort, la violence, l'utilité de la prison, l'hypothèse d'un lieu de détention à perpétuité rendant impossible toute évasion (comme la bagné) et enfin l'autodéfense et la légitime défense. Il est à supposer que Peyreffitte aura oublié d'inviter les membres du syndicat de la magistrature. C'est une étape de plus pour préparer les travailleurs à de nouvelles mesures de répression. De plus en plus, le gouvernement nous rebat les oreilles sur l'insécurité et la violence. De fait, il a peur du mécontentement des travailleurs et prépare un renforcement de la répression et de l'arsenal judiciaire. C'est ce qui explique la présence de Peyreffitte aux Dossiers de l'écran.

Hausse des prix 78 : +12%

MONORY, le ministre de l'Economie préposé aussi à l'indice des prix, vient d'annoncer avec une nuance de triomphe dans la voix que pour 1978, l'indice ne s'élevait qu'à 9,7%. Barre avait prédit que la hausse des prix ne devrait guère dépasser le seuil des 10%. Monory est donc rempli d'aise du résultat obtenu. Cependant, on peut douter des chiffres fournis par l'INSEE qui viennent trop bien confirmer les prévisions de Barre. On sait à quel trafic est soumis l'indice afin qu'il corresponde aux vœux du pouvoir. La CGT dément le chiffre de l'INSEE et annonce que pour 1978, l'indice du coût de la vie a augmenté de 12% environ. Voilà qui approche certainement la vérité de plus près.

Parmi les articles qui ont augmenté le plus, citons ceux qui concernent la santé et l'hygiène (plus 21,2%), l'habillement (plus 13,1%), les transports et télécommunications (plus 12%), l'alimentation (plus 10,6%).

La CGT indique également que le pouvoir d'achat des travailleurs a diminué pour la même année de 0,6 à 3%. C'est là une estimation qui sans doute ne tient pas compte des indemnités misérables que touchent les chômeurs du fait que nombre d'entre eux n'ont même plus de ressources.

Pour 1979, Monory a pris les devants en annonçant que les résultats ne

seraient pas très bons pour le premier semestre. Il faut dire qu'il y met du sien (avec le gouvernement bien entendu). En janvier ont déjà augmenté : l'essence, le gaz, les loyers, l'eau, les pneumatiques et les assurances. En février, augmenteront les tarifs de la SNCF (7,5% en moyenne, 12% pour la carte orange achetée principalement par les travailleurs, étudiants, apprentis). Augmenteront aussi les prix de l'essence de nouveau, les loyers de nouveau, de l'électricité, des services, la redevance télé, les cigarettes... sans compter le prix de certains légumes. Monory met en cause le gel dans ce dernier cas.

Pour ce qui est de la hausse de l'essence, il parle de la responsabilité des pays producteurs. Il ne dit pas par contre qu'en Belgique, l'essence baisse contrairement à ce qui se passe en France. Et pourtant, dans les deux pays, le prix du pétrole diminue avec la dépréciation du dollar. C'est là une baisse que le pouvoir et les trusts du pétrole se gardent bien de répercuter dans les prix de vente de l'essence. Le climat où les producteurs de pétrole sont les bouc-émissaires pour ce qui est de la hausse des prix.

Quant aux salaires, eux ne seront pas libérés mais bridés étroitement. Mais cela ne préoccupe pas Monory et le pouvoir, essentiellement occupés à accroître les profits des trusts.



Plus de six-cents habitants ont interrompu à Rennes la réunion de la commission académique de la carte scolaire.

Avignon

Des habitants du quartier «La barrière» occupent le centre culturel du quartier

Le centre culturel de La Barrière, dont le propriétaire est la mairie, est géré par la FOL (fédération des œuvres laïques). Le centre a été aménagé, il y a dix ans, pour permettre aux très nombreuses associations du quartier ou d'ailleurs de s'y réunir. Or, la FOL y a exercé une autorité de plus en plus lourde obligeant, l'année dernière, tout le monde à adhérer à une organisation de la FOL. L'APE Cornec, le Comité d'intérêt de quartier regroupant les locataires et le GAC (Groupe d'action culturelle) et d'autres gens estimaient anormal de perdre leur autonomie et leur identité par cette adhésion. Devant l'impossibilité de négocier avec la FOL et l'inertie de la mairie, une occupation symbolique a finalement été décidée. Pendant une semaine, plusieurs personnes se sont relayées dans une salle du centre, sans gêner les activités des adhérents.

La municipalité (gauche) s'est engagée oralement à ouvrir très rapidement les négociations avec la FOL et à consulter régulièrement ceux qui ont occupé pendant la durée des négociations.

Un camarade d'Avignon

Villejuif (Val-de-Marne)

Mobilisation importante des résidents à l'occasion d'un procès

Le 23 janvier dernier, cinq résidents du foyer Sonacotra de Villejuif (94) étaient convoqués devant le tribunal, pour des saisies-arrêts sur salaire. La mobilisation pour le procès fut importante, puisque c'est environ une centaine de résidents qui se trouvaient

rassemblés devant le tribunal. Par contre, le soutien français fut relativement faible.

Parlant des loyers très élevés, l'avocat des résidents insista longuement sur le fait que la Sonacotra pratiquait des prix illicites. L'avocat de la Sonacotra, quant à lui, réclamait avec vigueur que soient appliquées les saisies-arrêts sur salaire.

La décision définitive ne sera connue que dans deux mois. Un fait important à noter : après l'intervention des deux avocats, le juge s'est rendu au foyer de Villejuif pour s'assurer sur place des conditions de logement, réservées aux travailleurs immigrés. En effet, l'avocat de la Sonacotra prétendait que ceux-ci vivaient dans des chambres tout-à-fait convenables et, donc, qu'ils n'avaient aucune raison de se plaindre.

Un membre du comité de soutien d'Ivry-Villejuif

Manifestation des enseignants à Rennes

Le mardi 23 janvier, nous étions plus de 800 enseignants de Bretagne, venus à Rennes pour protester contre le démantèlement des LEP (ex CET) et contre les suppressions de postes d'enseignants dans l'académie. La manifestation — à l'appel du SGEN-CFDT et du SNEP-CGT (syndicat d'enseignants du technique) — se rassemblait d'abord au rectorat où la commission académique de la carte scolaire (où siègent le recteur, des représentants du préfet, du conseil des parents d'élèves, des conseillers généraux et des syndicats des personnels — son rôle est principalement consultatif) devait entériner entre autres la suppression de 47 postes d'enseignants dans les écoles normales de Bretagne et la disparition d'une demi-douzaine de sections de mécanique générale des LEP de la Bretagne intérieure.

Profitant du fait que quelques personnes sortaient du rectorat, nous y sommes rentrés nombreux et aux cris de « Nous sommes tous des délégués », nous avons fait irruption dans la salle où se tenait la réunion de la carte scolaire, pour y faire entendre nos revendications : la moindre des choses est que les délégués des établissements scolaires concernés par les suppressions puissent s'exprimer ; nous exigeons que la carte scolaire refuse toute suppression et demande le maintien du statu-quo, voire la création de sections et d'emplois nécessaires...

Ces revendications n'étaient pas du goût du recteur qui, après avoir énuméré les lois menaçant de peine d'emprisonnement ceux qui font irruption au domicile d'un citoyen, décide de lever la séance.

Bien évidemment, ces menaces du recteur, son refus net de nos demandes, ne sont pas restés sans réponses ; souvent son discours fut interrompu par les slogans des manifestants : « Non au chantage, non au chômage » « Nous sommes ici chez nous » « 25 élèves par classe » etc.

Si un certain nombre de manifes-

tants était favorable à une séquestration — au moins temporaire — de la commission, le SNETP-CGT en particulier y était opposé. La journée se terminait donc par une manifestation en ville.

Certes, cette manifestation à elle seule n'empêchera pas les fermetures de section et les suppressions d'emploi, mais elle montra la détermination d'un bon nombre d'enseignants à se battre pour la formation des jeunes et pour l'emploi.

Une enseignante du SGEN.

Electronique

Les tours de passe-passe des patrons

Je vous envoie quelques informations sur ma boîte qui pourront, sans doute, vous être utiles, sur un plan général. Ma boîte est la CGCT, Compagnie générale de constructions téléphoniques (ITT), l'usine de Massy dans l'Essonne.

Comme son nom l'indique, nous fabriquons des commutateurs téléphoniques et subissons donc les problèmes de la restructuration téléphonique que connaît toute la branche (AOIP, CIT-Alcatel...) et que vous avez déjà évoqués dans le quotidien.

Je résume : passage de la technologie mécanique (pentaconta) aux technologies électroniques (metaconta), puis centraux temporaux. Cela entraîne pour le même nombre de lignes, deux fois, quatre fois moins, pour le temporel, de personnel... d'où licenciements en perspective.

En dehors des problèmes de la riposte à avoir face aux licenciements qui sont forts complexes, particulièrement chez nous, mais que je ne développerai pas ici, il se dégage un fait évident : le plan Barre pour l'emploi dans le Nord de la France implique pour le gouvernement de créer quelques emplois dans le Nord, mais aussi et surtout de déplacer des licenciements prévisibles sur d'autres régions.

En effet, pour les usines du groupe qui se trouvent à Longuenesse et à Boulogne, la Datar aurait refusé des licenciements là-bas et imposerait à la CGCT de conserver et de concentrer la production restante dans ces usines.

Dans la pratique, cela se passe bien comme cela puisqu'il y a transfert de production importante. Cette tactique qu'il me semble important de dénoncer n'offre que des avantages pour les patrons :

- Pressions accrues sur les salaires de province.
- dilution des licenciements sur la région parisienne où ils passeraient plus inaperçus et auraient donc moins de retombées régionales. Le marché du travail est plus important à Paris que dans les villes de province.
- Gonflement démagogique du plan sur l'emploi, en licenciant ailleurs.

MARSEILLE

Quel avenir pour la Corse ?

L'Unione di u Populu Corsu (UPC) organise sur ce thème une grande réunion politico-culturelle, le samedi 27 janvier 1979, salle Saint-Georges - Marseille.

- 16 h 30 à 18 h 30 : Meeting politique avec les responsables du mouvement et le Docteur Edmond Simeoni ;
- 19 h 30 à 22 h : Soirée culturelle avec

I Muvrini

Jeunes chanteurs et poètes de langue corse, ils sont le vivant témoignage d'une culture vivante, capable de se renouveler, de se perpétuer, tout en plongeant ses racines dans la richesse du passé.

Aulièru Arrigu Mannarini

Guitariste compositeur d'une virtuosité exceptionnelle, il est depuis plusieurs années considéré comme le plus grand guitariste classique corse. Parmi ses nombreuses œuvres, nous citerons simplement « Liberta » et « Ponte Novu ».

Les participants pourront se restaurer sur place de 18 h 30 à 19 h 30.

LYON

La situation intérieure en Chine

Cette conférence organisée par l'Association des amitiés franco-chinoise et animée par Hélène Marchisio, secrétaire générale des Amitiés franco-chinoises aura lieu le mardi 6 février à 20 h 30 à l'El Dorado - 35, rue du Commandant Fuzier.

COTES-DU-NORD

Saint-Nicodème

Fest-noz organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste à St-Nicodème près de Rostrenen le samedi 3 février à 20 h 30.

Abonnez-vous à L'Humanité rouge Quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CÉDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	3 90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de L'Humanité rouge).

L'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 1er trimestre 1979

Le 25, la CGT a décidé la grève générale de 24 heures le 30 janvier.

L'épreuve de force est engagée : ou les ouvriers se cassent les dents et c'est la fin des conquêtes du Front Populaire, ou la grève est une victoire et Daladier est fichu.

« Epreuve de force décisive » écrit la presse allemande hitlérienne. Elle commente : « Le vase a débordé du fait que le gouvernement français veut manifester sa volonté d'avoir des relations raisonnables (sic) et amicales avec le Reich Grand Allemand ».

Pour gagner cette bataille, le gouvernement met le paquet :

— Renault : 28 000 ouvriers mis à la porte. Ils devront rédiger une demande individuelle de reembauche.

— Dans la métallurgie valenciennoise, les usines sont évacuées une à une.

— Dans les mines, la police s'attaque en priorité aux travailleurs étrangers : tout étranger gréviste qui ne répond pas à l'ordre de réquisition sera expulsé sur le champ !

— Daladier dénonce le caractère « politique » de la grève. Des députés demandent l'interdiction du Parti communiste.

— Il réquisitionne les cheminots et les mineurs. Tous les fonctionnaires qui feront grève seront congédiés.

— L'armée prend position aux « secteurs stratégiques » ; la psychose d'un « coup de force » est entretenue.

Certains vont dire : comment résister à une telle répression ?

A la lumière des faits, nous pouvons dire : s'ils n'avaient pas été poignardés dans le dos, les travailleurs pouvaient écraser cette répression. Voici quelques uns de ces faits : malgré les évacuations, les métallos de Denain tenaient bon. Le pourtant réactionnaire « Echo du Nord » doit avouer le 29 novembre que seulement 1% des ouvriers est au travail !

Autre fait : le 26 novembre, à l'appel de la Fédération des cheminots dirigée par Pierre Sémard, les cheminots débrayent dans de nombreux centres ferroviaires, malgré les réquisitions.

Non, ce n'est pas la répression qui a usé le mouvement, c'est le sabotage délibéré des dirigeants réformistes.

L'APPEL A LA GREVE GENERALE

Nous avons déjà vu la Fédération des métaux condamner les actions « isolées » de Renault et Denain.

L'appel à la grève va dans le même sens.

En voici quelques extraits : « (la CGT) a tenu à élever une ferme protestation contre les méthodes coercitives employées par le gouvernement à l'égard des travailleurs ayant cessé le travail... Elle a également décidé de lancer un appel à tous les travailleurs pour qu'ils évitent tout incident et toute action prématurée qui ne pourraient que porter préjudice à l'action générale de la confédération... » « Les travailleurs doivent s'en tenir exclusivement à l'application des décisions confédérales... » « La CGT déclare que la grève se fera sans occupation... ni manifestation ».

Le résultat objectif de cet appel sera de bloquer le développement des actes de solidarité, de démolir les grèves dures et solides du Valenciennois et de les isoler.

COMMENT LA GREVE EST TRAHIE DANS LE NORD

Quelques discours prononcés lors de la manifestation CGT de Roubaix le samedi 26 novembre illustrent bien la tactique de la direction réformiste de la CGT « La CGT est disposée à assurer pour sa part le redressement économique du pays en donnant sa

Comme Barre aujourd'hui, en 1938 le gouvernement Daladier lance une attaque contre les acquis des travailleurs

Novembre 1938, la lutte contre les décrets-lois

La grève générale du 30 novembre

M. Fievez, actuel maire PCF de Denain, rappelait dans son discours à la manifestation du 22 décembre les événements de novembre 1938 dans sa ville. Il y a effectivement de bonnes leçons à tirer de ce passé.

1938 : Les métallos et mineurs tenaient tête à Daladier. Quarante ans après, leurs fils sont promis au chômage par Usinor. Il faut souhaiter que le dicton « tel père, tel fils ! » reste vrai et que l'esprit de lutte de 1938 soufflera encore sur les cités du Valenciennois.



Novembre 1938 : A Anzin, les familles des grévistes apportent des vivres aux ouvriers qui occupent les usines.

collaboration pour modifier les décrets-lois » et Jean Lebas, maire SFIO de Roubaix conseille : « Fermez l'oreille à tout ce qui

se passe en dehors des organisations syndicales ».

Quoi d'étonnant alors, quand on apprend que c'est la reprise

à Kuhlmann-Watrelos alors que les usines de Loos et La Madeleine sont évacuées.

Mais revenons à Denain.

51 000 grévistes. Et d'autres secteurs sont prêts à suivre. Un seul exemple : celui du syndicat textile du Valenciennois qui déclare « attendre l'ordre de grève » et demande au bureau confédéral « d'activer l'arrêt général ».

Hélas ! Les lecteurs du « Grand Echo du Nord » ont dû être surpris quand ils ont lu dans l'édition du dimanche 27 novembre un énorme titre en première page : « Détente inespérée dans la région de Valenciennes ». Que s'est-il passé ? Les mineurs reprennent le travail ! Alors qu'ils ne sont pas à l'initiative de la grève déclenchée le 24, les dirigeants du syndicat des mineurs ordonnent dès le 25 de reprendre le travail dès lundi matin. La reprise n'ira pas sans résistance : on signale le maintien de piquets de grève mais désormais seuls ! Et la bourgeoisie exulte.

LE 30 NOVEMBRE

Malgré une participation assez forte à la grève de 24 heures (en ce qui concerne le Nord, Kuhlmann, la CIMA à Croix, les métallos et les textiles se distinguent par leur détermination), le résultat politique n'échappe à personne. La grève est un échec et Daladier s'attaque avec une violence sans précédent aux travailleurs : arrestations de militants, lock-out des boîtes en lutte. Les conquêtes de 1936 sont mortes. Le fascisme frappe à la porte.

QUELQUES LEÇONS

L'échec n'était pas fatal. Si la grève du 30 s'était appuyée sur l'action entamée à Denain, Renault, etc, elle aurait eu un impact tout différent. La responsabilité de son échec revient aux dirigeants réformistes de la CGT.

Autre leçon : la nécessité d'un parti communiste authentique qui guide la classe ouvrière. En 1938, le PCF a eu le mérite historique d'être le seul à s'opposer à Munich. Il a eu le mérite, à travers ses militants du Nord et de Renault, d'impulser une lutte réelle contre les décrets-lois, mais il faut souligner aussi qu'il a manifesté, lors des événements de 1938, des comportements opportunistes : il est un fait que l'Humanité du 22 titre « Attention aux provocations » et que le journal local l'Enchaîné ne parle des événements de Valenciennes que dans les entrefilets insignifiants !

Il est probable que le PCF, effrayé par la menace d'interdiction qui pesait sur lui, n'a pas voulu afficher trop sa solidarité avec les mouvements du Nord.

De même, on se demande que faisait Costes, député communiste, quand, pendant les affrontements de Renault, il franchit le mur avec une échelle afin de rappeler au calme ceux qui résistaient. Le journal qui relate la fait conclut : « L'appel paraît rester sans effet ».

Bureau de presse du Nord.

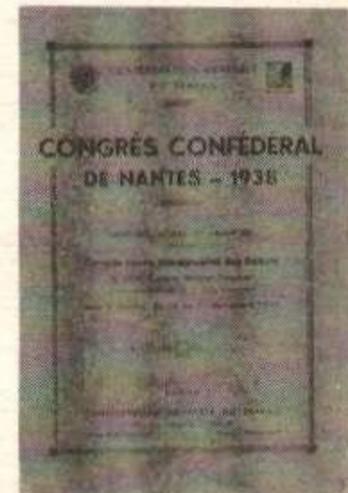
La CGT en 1938

EN 1938, la CGT, réunifiée depuis 1936, était marquée par l'opposition de deux courants. L'un, partisan de la lutte de classe, animé par des communistes comme Pierre Sémard et Médélec, était à l'initiative des luttes résolues contre les décrets-lois de Daladier-Raynaud. En même temps, il apportait le soutien le plus efficace aux républicains espagnols contre Franco soutenu par l'impérialisme le plus agressif et hégémoniste de l'époque : l'Allemagne d'Hitler. L'autre courant, capitulationniste sur tous les plans, face aux décrets-lois — plan Barre de l'époque — comme face aux menaces hitlériennes contre l'indépendance des pays, les préparatifs de guerre de l'Allemagne et les agressions perpétrées par des hommes comme Jouhaux et Beulin qui seront, plus tard, à l'origine de la scission de F.O.

Les luttes décrites dans l'article ci-contre témoignent de l'affrontement de ces deux courants et des conséquences découlant des conceptions capitulationnistes.

Les temps ont changé, le Parti communiste en particulier a changé : ses dirigeants ne sont plus des tenants de la lutte de classe tels Pierre Sémard et Médélec. Que le passé nous instruisse pour les luttes d'aujourd'hui.

Pour ceux qui souhaiteraient plus d'informations sur cette époque précise, le compte-rendu des débats du congrès fédéral de la CGT (Nantes) en 1938 est très instructif... s'ils peuvent se le procurer.



Un livre sur la lutte qui se menait en 1938 à l'intérieur de la CGT